



Human Dimension Implementation Meeting 2016

Session d'ouverture:

Varsovie, 19 septembre 2016

Déclaration de la délégation suisse

Monsieur le Président,

La Suisse se réjouit de la tenue de cette nouvelle édition de la Conférence d'examen sur la dimension humaine de l'OSCE. Celle-ci doit contribuer à relancer les discussions dans la dimension humaine et face aux défis auxquels est confrontée la promotion et protection des droits de l'homme dans l'espace OSCE. C'est excellent d'avoir lancé nos discussions par un panel de haut niveau qui adresse les questions difficiles et pertinentes directement et sans tabous. Merci aux panelistes pour ce moment de réflexion illustrant à merveille les mérites et la nécessité de la liberté d'expression pour le progrès humain.

Parmi les défis actuels, la Suisse s'inquiète de la diminution de la place dévolue aux activités de la société civile au sein de l'espace OSCE. La conférence qui nous réunit aujourd'hui démontre pourtant que la société civile joue un rôle fondamental dans le renforcement de la mise en œuvre des droits de l'homme. Or, la société civile est toujours plus mise sous pression par des lois et pratiques visant à réduire ses membres au silence ou à les empêcher de s'organiser ou de se réunir, lorsqu'ils ne sont pas simplement physiquement éliminés dans certains pays. Face à cette urgence, la Suisse se félicite qu'une session spécifique de cette conférence soit consacrée aux droits à la liberté d'association et de réunion pacifique.

En outre, la Suisse déplore la persistance de nombreux cas de torture et d'autres mauvais traitements dans l'espace OSCE. Alors que la commémoration des pactes onusiens de 1966 occupera nos discussions de demain, il est primordial pour la Suisse d'intensifier les efforts et de donner un cadre politique adéquat à la prévention de la torture au sein de l'OSCE. La Suisse appelle ainsi prioritairement de ses vœux à l'adoption d'une décision ministérielle sur ce thème lors de la Conférence ministérielle d'Hambourg en décembre prochain.

Monsieur le Président,

Ces différents points, tout comme les importants enjeux actuels en lien avec la gestion de la migration, le démontrent : les défis communs à tous les Etats participants ne peuvent être efficacement traités que par une action coordonnée fruit d'une gouvernance coopérative. Dans ce contexte, la Suisse appelle l'ensemble des Etats participants à un engagement constructif lors de cette conférence et, au-delà, en vue de l'adoption de réponses qui soient en adéquation avec les besoins de la dimension humaine de notre organisation.

Monsieur le Président,

Ces besoins ne sont rien d'autre que la garantie des droits de l'homme et la réalisation des aspirations démocratiques de nos citoyennes et citoyens ; les citoyennes et citoyens de l'espace OSCE.

Je vous remercie.